Concluons donc que l'autorité civile, considérée comme une institution naturelle et nécessaire à la société est placée dans une sphère supérieure à la volonté humaine : sa source première est Dieu. Mais le peuple n'est-il pour rien dans son existence ? N'est-ce pas lui qui la transmet aux princes ; ou bien Dieu lui a-t-il donné seulement le droit de désigner le *sujet* et de déterminer la *forme* de la souveraineté, se réservant d'accorder directement à la personne élue les droits attachés à la suprême puissance ? C'est ce qu'il nous reste à étudier.

Que Dieu puisse intervenir directement et personnellement dans l'organisation de la société humaine, désigner lui-même la forme et le sujet du pouvoir, déterminer les devoirs et les fonctions de ceux qui gouvernent, c'est un droit que personne n'ose nier au Maître Souverain de qui relèvent les empires, et à qui les nations doivent obéissance aussi bien que les individus. Au reste l'histoire du peuple Juif ne nous montre-t-elle pas l'exercice de ce droit divin, et l'établissement d'une véritable *théocratie* ? Mais ici, nous nous plaçons au point de vue des *seules lois de la nature*, et non en dehors de l'ordre ordinaire de la Providence.

L'Eglise n'a jamais défini le *mode* de communication du pouvoir politique. Aussi, il y a sur cette question, dans l'école catholique, deux opinions de libre controverse, il est vrai, mais qu'il importe de bien comprendre, pour éviter les erreurs graves et les conséquences dangereuses auxquelles elles ont parfois donné lieu, faute d'avoir été saisies dans leur véritable sens.

Les uns soutiennent qu'en vertu de la constitution même de la société, le pouvoir politique ne réside pas, ne peut pas résider dans la communauté ou multitude des membres. Le peuple désigne donc, à la vérité, le sujet du pouvoir, mais ne lui confère pas le pouvoir ; c'est Dieu qui communique *directement, immédiatement* à l'élu, l'autorité, le peuple ne fait que mettre les choses en état pour qu'elle soit communiquée.

On a, de tout temps, étrangement abusé de cette théorie sur la transmission du pouvoir, soit contre la liberté des peuples, soit surtout contre les droits de l'Eglise à l'obéissance et à l'affection des souverains catholiques. Au XIV^e siècle, les princes de l'Empire s'en prévalurent pour défendre l'omnipotence impériale et pousser jusqu'aux plus extrêmes conséquences la doctrine de la monarchie universelle de l'empereur Henri VII. En Angleterre, particulièrement sous le règne de Jacques I^{er}, et en Fran-